



PRÉFECTURE DE LA DRÔME

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT DES COLLECTIVITÉS ET DES TERRITOIRES
Bureau de l'Environnement
AFFAIRE SUIVIE PAR : Brigitte BAUSSART
TEL. : 04 75 79 28 69
FAX : 04 75 79 29 49
✉ : brigitte.baussart@drome.pref.gouv.fr

Valence le 09 juillet 2009

ARRETE N° 09-3306

instituant les servitudes d'utilité publiques d'un centre d'enfouissement technique
STE SITA MOS à SAINT PAUL TROIS CHATEAUX

Le Préfet
du département de la Drôme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement et notamment le titre 1er du livre V ;

VU la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment les rubriques 167.B et 322.B.2;

VU les instructions ministérielles ;

VU l'arrêté n° 3701 du 19 juin 1979 autorisant le District du Tricastin à exploiter une décharge contrôlée de résidus urbains sur la commune de ST Paul trois Châteaux , au lieu-dit " Les Gondessards et le Bois Mahon »;

VU le récépissé de changement d'exploitant n° 95/33 du 1^{er} août 1995 délivré à la société BRAJA VESIGNE ;

VU l'arrêté n° 6093 du 21 novembre 1996 fixant des prescriptions complémentaires à la société BRAJA VESIGNE ;

VU l'arrêté n° 7404 du 12 novembre 1999 actualisant les conditions de stockage des matériaux limités aux seuls déchets inertes ;

VU l'arrêté n° 01-0963 du 14 mars 2001 prescrivant des obligations en terme de gestion des eaux pluviales et fixant des prescriptions en terme de garanties financières ;

VU l'arrêté n° 07-1497 du 26 mars 2007 portant sur la cessation d'activité et le suivi du centre d'enfouissement technique ;

VU e dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publiques présenté par Monsieur le directeur de la société SITA MOS ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 12 février 2008 ;

VU l'avis prononcé par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques le 20 mars 2008 ;

L'exploitant entendu ;

CONSIDERANT que les mesures envisagées permettent d'assurer le maintien du massif de déchets confiné dans un environnement stable et pérenne ;

CONSIDERANT ainsi que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme,

ARRETE

Article 1

Le site de stockage de déchets exploité par la société SITA MOS aux lieux-dits « Les Gonsards et Bois Mahon » à ST PAUL TROIS CHATEAUX est assujetti aux servitudes définies dans l'article 2.

Article 2

2.1 – Confinement des déchets

2.1.1 – Conservation de la couverture

En dehors des aménagements et/ou constructions nécessaires au suivi du centre de stockage de déchets, il est interdit de réaliser, sur l'emprise des anciennes zones de stockage, des excavations ou autres formes de cavités ainsi que tout décapage susceptibles de :

- créer des dépressions qui favorisent l'accumulation de gaz ou gênent le libre écoulement des eaux de pluie vers le milieu naturel,
- remettre en cause l'isolement du stockage de déchets en remettant à jour le massif, dans le cas d'excavations profondes.

Il est interdit de réaliser des forages ou des trous, excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental en relation avec l'exploitant ou le responsable des terrains, susceptibles d'engendrer des entrées d'air et d'eau dans le massif de déchets.

Toutes cultures (maraîchères, horticoles, etc) y compris de jardins ouvriers sont interdites.

Il est interdit de réaliser des constructions (bâtiments, etc...) ou ouvrages nécessitant des fondations, mêmes superficielles.

2.1.2 – Stabilité du dôme de réaménagement

Tous travaux (affouillement, excavation...) susceptibles de compromettre la stabilité du réaménagement des zones de stockage de déchets sont interdit.

2.2 – Maîtrise des eaux

Il est interdit de déplacer, de supprimer, d'enfouir ou de combler, excepté pour des raisons d'ordre technique ou de protection des intérêts énumérés à l'article L 511.1 du code de l'environnement et avec l'accord du préfet :

- les fossés et descentes d'eau pluviale,
- le fossé périphérique de collecte des eaux de ruissellement,
- les bassins de récupération des eaux pluviales,
- le piézomètre Pz6 intérieur au site.
L'accès au site doit être maintenu.

2.3 – Sécurité des tiers

Il est interdit de réaliser des constructions dédiées à l'habitation permanente de tiers sur l'emprise du site.

Les habitations provisoires de loisirs (camping, mobile-home, etc...) sont prohibées.

2.4 – Entretien

La non prolifération de l'ambrosie sera assurée.

2.5 – Servitudes à l'extérieur du site (piézomètres)

2.5.1 – Maîtrise des eaux

Il est interdit de déplacer, de supprimer, d'enfouir ou de combler les piézomètres Pz1, Pz5 et Pz8 de contrôle de la qualité des eaux souterraines excepté pour des raisons d'ordre technique ou de protection des intérêts énumérés à l'article 511.1 du Code de l'Environnement et avec l'accord du préfet.

L'accès aux piézomètres doit être maintenu.

Article 3 :

Les parcelles cadastrales de la section AB dont les numéros suivent sont concernées par la servitude :

130, 131, 135, 136, 159, 162

41 et 2BA (pour la partie à l'emplacement des piézomètres)

Le périmètres de la servitude est défini par le plan figurant en annexe 1.

Article 4 : délais et voies de recours

Les dispositions prises en application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement peuvent être déferées au tribunal administratif de Grenoble :

par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois, qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,

par les tiers, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés au Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

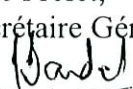
Article 5 : exécution-diffusion

Madame la Secrétaire Générale de la Drôme, Monsieur le Maire de Saint Paul Trois Châteaux et Monsieur le Directeur Régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- Monsieur le Directeur départemental de l'Equipement
- Madame la Directrice départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
- Monsieur le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours
- Monsieur le Chef du Service Interministériel de la Protection Civile
- Monsieur le Directeur du Travail et de l'Emploi

POUR COPIE CONFORME
L'ATTACHE PRINCIPAL
CHEF DE BUREAU

Gilbert CHEVALIER

Fait à Valence, le 9 JUL 2009
pour Le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Marie-Paule BARDECHE